


CHRONIQUE SCIENTIFIQUE



L'AFRIQUE ET LES GRANDES PUISSANCES

Université d'Ife (Nigeria)

1^{er}-4 juin 1983

CONTRAIREMENT à ce que pourrait suggérer le caractère par trop restrictif du thème général de cette conférence (au fait, qu'est-ce que la puissance et qu'est-ce qu'une « grande » puissance ?), c'est l'Afrique dans ses rapports avec les puissances extra-africaines — celles reconnues comme « grandes » et les autres, c'est-à-dire celles aspirant à ce statut ô combien envié — qui était au centre des débats. Comme l'État, le système international focalise aujourd'hui l'intérêt des politistes ; sa connaissance — bipolarité ou multipolarité — reste un sujet permanent de réflexion que l'émergence, réelle ou illusoire, de nouveaux centres de pouvoir n'est pas de nature à clarifier. Autant dire que le débat demeure ouvert, et qu'il n'est pas près de se clore.

La conférence d'Ife, ne serait-ce qu'au travers de la sémantique de son titre, se situait résolument dans une perspective théorique admettant *de facto* le polycentrisme comme une donnée structurelle du système international actuel. Pourquoi pas ? Après tout, il est tout aussi délicat, même dans le cadre d'une démarche purement empirique, de démontrer que l'émergence de nouveaux pôles d'influence aboutit à une véritable redistribution du pouvoir à l'échelle mondiale, que d'affirmer la pérennité — sous une forme atténuée, tripolaire ou pentapolaire — du partage de Yalta.

Cependant, pour que l'approche privilégiée par les organisateurs, au nombre desquels le Centre d'étude d'Afrique noire de Bordeaux, fût totalement légitime, il eût peut-être fallu éviter, comme ce fut le cas, d'ordonner les communications d'une manière postulant une hiérarchisation passablement outrancière du système international. S'agissant de l'Afrique, il n'est pas sûr, par exemple, que la France soit à classer parmi les « puissances moyennes », en compagnie du Japon et de l'Inde. Certes, l'organisation pratique d'une rencontre réunissant un grand nombre de participants suppose des contraintes. Mais un héritage

historique particulier, ainsi que l'aménagement de rapports postcoloniaux garantissant la préservation d'intérêts substantiels, confèrent à la France, au sud du Sahara, un rôle sans doute supérieur à celui qu'elle peut jouer au niveau du système international global.

Mais on a pu trouver aussi quelque agrément à cette rencontre. L'improvisation à laquelle donna parfois lieu la succession des interventions, pour agaçante qu'elle ait été, l'atmosphère de « happening » ainsi suscitée donnaient aux interventions une spontanéité si rare ailleurs. Il est seulement regrettable que certains contributeurs aient eu fâcheusement tendance à confondre politique et science politique. Le discours, fût-il incantatoire, ne saurait tenir lieu d'analyse... C'est dire que dans ce contexte, des communications comme celles de J. Mayall (« United Kingdom and Africa »), R. Tetzlaff (« West Germany and Africa, what Africa can expect from the new conservative government in Bonn ») ou N. Chazan (« Israel and Africa in the 1980 : the dilemmas of complexity and ambiguity ») furent particulièrement bienvenues, donnant lieu à des échanges extrêmement stimulants.

J'allais oublier de signaler qu'il y avait également des Soviétiques : un professeur d'université et quatre membres du personnel diplomatique en poste à Lagos. Ils ont beaucoup parlé, on les a entendus. Mais sans vraiment pouvoir se faire une idée du niveau des études africanistes en Union soviétique...

R. Otiayek

* Les actes de la conférence sont disponibles au Centre d'étude d'Afrique noire de Bordeaux.